

DON D'ORDINATEURS AUX ÉTUDIANTS CAMEROUNAIS

Mensonges d'Etat et clientélisme sur un projet chinois



- La face cachée d'un scandale qui n'en finit pas de révéler ses visages hideux. Le plus récent est l'inscription des initiales PB (Paul Biya) sur chaque ordinateur fabriqué.
- Vers une « affaire d'ordinateurs chinois » qui éclaboussera inéluctablement le régime Biya.

P. 6



Crises

L'Afrique centrale vue par l'Onu

- Les secrets du rapport adressé au Conseil de sécurité le 28 novembre dernier par le secrétaire général des Nations Unies. Pages 8, 9 et 10.

Cameroun

P. 15

Les investissements futurs de la BEI

DÉPLOIEMENT

Pages 12 et 13

QNET prend pied en Afrique centrale



FIAC
FOIRE INTERNATIONALE DES AFFAIRES ET DU COMMERCE DE DOUALA
DU 24 MARS AU 8 AVRIL 2018
AU COMPLEXE CAMTEL DOUALA - BEPANDA

SOUSCRIPTIONS :
CONDITIONS SPÉCIALES
JUSQU'AU 31 JANVIER 2018

La fête du commerce

Mieux Vendre
Mieux Consommer

A new trade hub

CONTACTEZ-NOUS:

222 214 415 / 675 293 591 / 699 93 95 88
Email : info@interprogress.org www.fiacdouala.org FIACDouala



"Le journal intégration souhaite à ses lecteurs et partenaires une joyeuse fête de Noël. Et leur présente ses vœux les meilleurs pour l'année 2018".

Pour le personnel
Le Directeur de Publication

Intégration
LA TRIBUNE DES COMMUNAUTÉS

La République centrafricaine (RCA) est une mine d'or au cœur de la sous-région Afrique centrale. Sur l'étendue de ses 622 984 km², le pays regorge d'immenses richesses minières qui suscitent des convoitises et engendrent de multiples crises depuis des décennies. A cause des conflits armés, sa culture, chère à ses 4,8 millions d'habitants, est en voie de disparition. Pour la faire revivre, Idylle Mamba, finaliste du Prix découverte RFI 2014, organise régulièrement des rencontres culturelles entre musiciens modernes et traditionnels de son pays natal. La dernière initiative en date, c'est le Ti-î Festival tenu les 2 et 3 décembre 2017 au stade de Youpwe dans l'arrondissement de Douala 2e au Cameroun où vit la jeune femme depuis très longtemps. Au-delà de la promotion de la culture centrafricaine, le festival avait également pour but de rassembler tous les centrafricains autour d'un seul objectif: la paix.

Didier Ndengue

La première édition du festival de promotion de la culture centrafricaine en terre camerounaise a drainé du beau monde en début de ce mois.



Une prestation du ballet national.

Un après-midi ensoleillé au couleur du drapeau national. Ce samedi 2 décembre est un jour spécial pour les acteurs culturels centrafricains. Venu en majorité de la Centrafrique, ils sont là pour prendre part à la première édition du Ti-î Festival (notre festival) organisé par leur compatriote Idylle Mamba, finaliste du Prix découverte RFI 2014. Objectifs: contribuer à la réconciliation nationale dans leur pays et faire connaître les artistes musiciens centrafricains hors des frontières nationales. Le mouvement est porté par Duké'Ziki, la structure de management de la chanteuse Idylle Mamba qui veut dire «laboratoire de la musique et de l'art». Elle est spécialisée dans la promotion, la création et le développement culturel. Le Ti-î Festival se veut ambassadeur itinérant de la culture centrafricaine sous toutes ses formes: musique, danse, humour, théâtre et jeux traditionnels centrafricains.

DN

Avec son troisième album, le groupe centrafricain espère enfin rayonner au-delà des frontières nationales.

Onze membres au départ, le groupe se divise progressivement après son premier album baptisé «Maladie de la RCA», sorti juste après le coup d'Etat de Michel Djotodia contre François Bozize en mars 2013. La piraterie et le manque de moyens financiers sont à l'origine de cet éclatement. «Vibration», le deuxième album du groupe, une composition traditionnelle, n'a pas également eu de succès à cause des effets néfastes de la guerre civile et du manque de soutien. Ces échecs ne découragent pour autant pas Deza-Guythier, le fondateur du groupe Revo Mixe. Optimiste, le commandant du bateau poursuit l'aventure avec un compatriote qui excelle dans le reggae et quelques danseurs qui ont continué à garder la foi. Debourg-Zanga Guy Thierry, de son vrai nom, s'appête à mettre le troisième album du groupe sur le marché discographique. De peur que celui-ci ne connaisse le même sort que les deux précédents, le patron de Revo Mixe a décidé de le réaliser au Cameroun, un pays voisin qu'il maîtrise déjà assez. C'est que petit Jésus, comme ses fans l'appellent affectueusement, veut s'ouvrir à un public plus large. «J'essaie d'élargir mon public en venant faire des morceaux ici

Le sketch présenté par le groupe d'humoristes «Les perroquets de Bangui», les prestations du groupe de rock «Les pionniers» et plusieurs autres artistes ont animé durant deux jours la grande place du festival. Une ambiance qui a consolé le cœur meurtri d'Idylle: «Si j'ose vous dire que je fais de la musique pour raconter et partager mes émotions les plus folles, vous souriez peut être. Si j'essaie de

Satisfaction

Le sketch présenté par le groupe d'humoristes «Les perroquets de Bangui», les prestations du groupe de rock «Les pionniers» et plusieurs autres artistes ont animé durant deux jours la grande place du festival. Une ambiance qui a consolé le cœur meurtri d'Idylle: «Si j'ose vous dire que je fais de la musique pour raconter et partager mes émotions les plus folles, vous souriez peut être. Si j'essaie de

TI-Î FESTIVAL

Coup d'essai coup de maître

vous expliquer que la seule manière de faire partir la haine, la souffrance intérieure et le racisme est la musique, vous serez scandalisés. Si j'ose vous dire que je suis simple, naturelle, vous douterez de moi. Alors, je suis tout simplement Idylle Mamba, je suis d'ici, de là, d'ailleurs et de partout à la fois». Cette première expérience a reçu le soutien du gouvernement centrafricain, qui a envoyé une forte délégation de 42 membres. Celle-ci était accompagnée des médias nationaux. Le ballet national, qui ouvre

le bal des prestations, sera suivi de plusieurs autres activités rappelant la belle époque. Le consul général de la RCA à Douala s'est fait représenter par Figama Christian, son attaché de sécurité. «Ça nous fait plaisir de voir ça ici au Cameroun. Après la célébration de la fête de l'indépendance qui s'est passée hier, je remercie le Cameroun par rapport au soutien. Vous êtes toujours là pour nous soutenir et c'est un plaisir pour nous», se réjouit le représentant du diplomate centrafricain.

DES ARTISTES CAMEROUNAIS ET TCHADIEN DE LA FÊTE

Nemos le Kamsi et Toupoury ont enflammé la place du festival. Pour eux, les centrafricains et tous les africains doivent reprendre le pouvoir dans leurs pays.

On va prendre le pouvoir ce soir à «Bangui. Sorcellerie! Yeah, j'ai dit on va prendre le pouvoir eh...», Introduit le musicien camerounais Nemos le Kamsi le 02 décembre à la place du Ti-î Festival dédié à la promotion de la culture centrafricaine au Cameroun. Le rappeur chante dans un argot familier au public camerounais et centrafricain mobilisé pour la circonstance. La foule prise l'ambiance, reprend en chœur le refrain de la chanson: «Je ne suis pas boboh...» «Peuple centrafricain, je vous aime. Je souhaite que la paix revienne chez vous. Je vous souhaite une bonne fête», conclut le rappeur aussitôt raccompagné dans les loges par Marius, l'impresario du festival d'origine tchadienne. Quelques minutes plus tard, le rappeur Toupoury prend le microphone pour dire ses vérités à ceux qui pourrissent

la Centrafrique et tous les pays africains en crise. Dans son titre «J'en ai marre», le chanteur tchadien ne mâche pas ses mots: «je fais le rap engagé parce que ce qui se passe en Afrique me révolte. A l'exemple de la Centrafrique, de la Côte d'Ivoire, du Tchad, du Congo... J'en ai marre des guerres et des coups d'Etat en Afrique». Actif dans le mouvement hip-hop depuis 2008, Toupoury, Denis Aimé Gornal, de son vrai nom, sort son tout premier maxi single intitulé «Dicana» en 2015. Comme la majorité des artistes qui ont presté à la première édition du festival, les œuvres de ce jeune de 29 ans, qui défend les couleurs du continent tout entier, manquent de promotion. «Je me bats tout seul et je continuerai de défendre l'Afrique dans mes sons», indique-t-il.

DN

AMBITION

Revo Mixe rêve d'une reconnaissance internationale



Le groupe Revo MIXE sur scène.

au Cameroun, pour essayer de voir si je peux décoller sur le plan international», justifie l'artiste musicien, qui rêve de voir ses chansons diffusées par les chaînes internationales. L'artiste espère ainsi conjurer l'isolement qui fait que les chansons centrafricaines sont seulement écoutées sur leur territoire et ne franchissent pas les frontières nationales. «Elles ne sortent pas parce qu'on n'a pas de producteurs, pas

de partenaires ou des gens qui peuvent injecter des sous pour qu'on aille de l'avant», regrette le «Petit Jésus».

Au service de la paix

Déjà six ans que le groupe a été créé. Et les thèmes de ses chansons tour-

nent autour des crises à répétitions qui secouent la Centrafrique. Le troisième album, qui sortira dans les prochaines semaines, s'intitule d'ailleurs «Où va la Centrafrique?». «Je me plains des coups d'Etat perpétrés, du tribalisme, des rebellions, des guerres tribales, par-ci par-là», explique Deza-Guythier, qui chante en sango, en français et un peu en anglais; et s'exprime dans plusieurs styles musicaux: reggae, le zouk, le Soukouss, et musique traditionnelle.

A travers ces chansons, «je veux faire comprendre à tous les centrafricains et à mon pays que la guerre ne sert à rien et les armes ne sont pas la solution». La cohésion est pour lui la meilleure option pour que son pays sorte des griffes du mal. «Il faut qu'on s'entende. Cette histoire de chrétiens musulmans a été créée. On sait tous par qui. Ce sont des histoires. On a vécu pendant quarante ans ensemble sans souci». Car comme le dit si bien l'artiste, «tant qu'il y a la paix, on peut avancer». Après le Ti-î Festival, le groupe a déjà l'esprit tourné vers la préparation des cérémonies de dédicace de ce nouvel album qui se dérouleront à l'Alliance française de Bangui et dans plusieurs foires du pays.

CHRONIQUE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Climat: le coup de poker de Macron

Pour Bastien Alex, Chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), responsable du programme climat, énergie et sécurité, «le président (français) entend prendre la place laissée vacante par Obama et, sur le plan climatique, redorer le blason de l'UE qui a été un peu en retrait ces dernières années, notamment après la Cop21. Il conforte certes sa posture de pilier du multilatéralisme mais pour celle de leader climatique, c'est plus complexe».

Désormais, un conflit de compétences pointe à l'horizon. A l'origine, l'initiative du président Macron postulait la célébration des deux ans de la signature de l'Accord de Paris. On apprend qu'il s'agira désormais d'un rendez-vous pérenne. Le risque de marginalisation de la Cop inquiète, car les deux événements poursuivent, jusqu'à preuve du contraire, des objectifs similaires. Certaines attitudes renforcent encore plus ce sentiment. Certains chefs d'Etat absents à la Cop23 ont fait le déplacement de Paris ; qui plus est, du point de vue protocolaire, le président Fran-

çais a tenu à s'exprimer en premier avant Antonio Guterres (Secrétaire Général de l'Onu).

Cohérence ?

Le partenariat public/privé comme mode de gouvernance dans la lutte pour la préservation du climat a été mis à l'honneur, avec la présence de représentants de groupes financiers et des bailleurs internationaux, ainsi que des promesses chiffrées de plusieurs dizaines de milliards d'euros. Ces engagements vont-ils dans le bon sens ? Ne s'agit-il pas avant tout de dynamiser la reprise économique mondiale par un label « green growth » ? Autant de questions dont il est légitime de se poser.

Le sommet ne s'éloigne donc pas des fondements du modèle de développement et de croissance capitalistes. «Il faut le prendre pour ce qu'il est : un regroupement d'acteurs économiques désireux de faire un pas

dans la transition, aussi bien écologique qu'énergétique mais avec le souci de soutenir des activités porteuses de rentabilité. Le secteur privé est prêt à s'engager sur cette voie car elle est la seule lui garantissant sa survie à terme» analyse le chercheur de l'Iris. C'est dans ce sillage que s'est située l'initiative French Business Climate Pledge déployée à Paris. Cette dynamique regroupe près d'une centaine d'entreprises françaises affichant leur volonté d'investir pour la transformation des sociétés et un modèle moins carboné.

Le sommet climat de Macron, en réalité, n'aborde pas des questions profondes telles que le mode occidental de vie et de consommation ou encore la confusion entre croissance et développement. Les montants annoncés par le secteur privé sont toutefois importants. Il est tout de même étonnant de constater que Bill Gates via sa fondation prévoit d'investir plus de 300 millions de dollars entre 2018 et 2020 dans la recherche agronomique et l'agriculture, quand

la France ne met que 8 millions d'euros et l'Europe 50 millions dans le financement de la Force conjointe du G5 Sahel, sujet qui faisait l'objet d'un sommet au lendemain du One Planet Summit.

Sensation

Dans sa décision de cesser le financement de l'exploration et l'exploitation de pétrole et de gaz après 2019, la Banque mondiale vient de jeter un pavé dans la mare de l'industrie des énergies fossiles. Pour Bastien Alex «elle a pris position contre le soutien aux entreprises et/ou projets des secteurs amont, soit l'exploration-production des hydrocarbures. Les secteurs du transport et de la transformation et de la commercialisation ne sont pas concernés». L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a été laconique et péremptoire dans sa réaction: «les énergies fossiles ont encore de beaux jours devant eux». De quoi rassurer les pays africains.

Zacharie Roger Mbarga

APPUI AU DÉVELOPPEMENT

Augustin Tacham (Stagiaire)

L'argent servira à la réalisation de la construction d'un débarcadère et d'un marché de poissons de Youpwè.

Des Japonais pour moderniser la pêche à Douala

Dans deux ans, la localité de Youpwè, située au bord du fleuve Wouri dans l'arrondissement de Douala 1er, sera dotée d'un quai de débarquement pouvant accueillir une trentaine de pirogues et un marché moderne de poissons. La réalisation de ces infrastructures d'un coût d'environ 7 milliards de francs CFA sera financée par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Un accord de don a été signé le 12 décembre entre l'ambassadeur du Japon au Cameroun et le ministre camerounais de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire (Minepat).

Sur le plan économique, Il est attendu que l'infrastructure multiplie les échanges tout en intensifiant l'activité de pêche et la commercialisation de ses produits avec les pays voisins comme le Nigéria et la Guinée Equatoriale. L'infrastructure annoncée devrait contribuer à la dynamisation de l'activité économique autour de la zone d'influence, entraînant un flux de capitaux au bénéfice de la communauté et des populations. Elle va par conséquent générer des emplois directs et de milliers emplois connexes. Sur le plan social, le projet devrait apporter le confort lié au meilleur état des infrastructures et de l'environnement,



L'état actuel du débarcadère de Youpwè.

notamment de meilleures conditions de travail, de sécurité sanitaire des populations et une amélioration de l'accès à l'éducation. Enfin, il est attendu un système d'assainissement et de gestion durable mis en place par le projet qui contribuera à réduire les émissions des gaz à effets de serre. Ce qui réduira la dégradation de l'écosystème au plan environnemental.

Appel

Lors de la signature de la

convention de financement, Louis Paul Motaze a émis le vœu de voir la façade maritime de Limbe bénéficier aussi des financements japonais. «Notre souhait le plus profond serait que la ville de Limbe bénéficie des mêmes infrastructures, de la part du Japon, dans les années à venir. Après Kribi, Douala, il ne reste que cette ville dans la façade maritime du Cameroun pour que tous les Camerounais puissent profiter de l'expérience et du savoir-faire japonais dans le domaine», a-t-il déclaré à

l'endroit de Kunio Okamura, l'ambassadeur du Japon au Cameroun. De même, le ministre de l'Economie a invité le partenaire japonais à prendre des initiatives, en ce qui concerne le développement et l'intégration des filières et modules de formation spécifiques dans les instituts et écoles de formation en pêche et industries halieutiques. Ceci pour une utilisation optimale de ces infrastructures offertes par le Japon.

LE CHIFFRE

3378,2

MILLIARDS FCFA

La somme a été investie au Cameroun par les pays émergents depuis 2010. L'argent a servi à la réalisation des projets inscrits dans le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE). L'information a été donnée la semaine dernière lors de la revue annuelle des projets du portefeuille de la coopération avec les pays émergents. La Chine, la Turquie, l'Inde, la Corée du Sud, la Russie et le Brésil sont les pays émergents qui entretiennent avec le Cameroun des relations multi bilatérales. Mais ces dernières années, les financements proviennent principalement de la Chine, aujourd'hui premier bailleurs de fonds du pays. En 10 ans, l'Empire du Milieu a investi près de 3300 milliards de francs CFA au Cameroun. Soit en moyenne 330 milliards chaque année.

L'HOMME

JAQUES BOYER



Le nouveau représentant désigné du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a présenté ses lettres d'introduction vendredi dernier. C'était au cours d'une audience accordée par Joseph Dion

Ngute, le ministre délégué auprès du ministre des Relations extérieures, en charge du Commonwealth. Jacques Boyer dépose ses valises au Cameroun après le départ de Félicité Tchibindat, arrivée en fin de séjour. Fonctionnaire international depuis 28 ans, il vient de Libreville où il a été représentant de l'Unicef pour le Gabon et Sao Tomé et Príncipe. Il a assuré qu'il continuera d'assurer une meilleure promotion, un meilleur respect, une meilleure garantie des droits de tous les enfants vivant au Cameroun.

L'AGENDA

31 DÉCEMBRE 2017

C'est la date butoir que s'est fixée la France pour mettre à disposition du Trésor public camerounais la première tranche de son appui budgétaire d'une valeur de 100 millions d'euros (plus de 65 milliards de francs CFA). Un accord d'octroi de crédit a été signé dans ce sens vendredi dernier entre le ministre camerounais de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire et l'ambassadeur de la France au Cameroun. Dans le cadre du programme économique et financier que le Cameroun met en œuvre avec l'appui du Fonds monétaire international (FMI), Paris a accordé un prêt concessionnel à Yaoundé d'un montant de 300 millions d'euros dont la première tranche devrait être versée avant le 31 décembre 2017. La seconde et la troisième tranche d'un même montant seront versées en 2018 et 2019 si le Cameroun exécute bien son programme avec le FMI.

FIN DÉCEMBRE 2017- JANVIER 2018

Cérémonie de présentation des vœux de nouvel an du corps diplomatique au président Paul Biya. Très attendu comme il est de coutume, le discours du doyen du corps diplomatique et la discours de réponse du président camerounais.

Aboudi Ottou

Il est incrusté dans chaque exemplaire qui sera remis aux étudiants camerounais dans le cadre du projet «E-National Higher Education Network».

On ignore toujours quand va débuter la distribution des cinq cent mille ordinateurs du projet «E-National Higher Education Network». A en croire un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur qui pilote ce projet, les premiers quatre-vingt mille ordinateurs devraient être à Yaoundé le 27 de ce mois de décembre. Une mission chargée de la réception du produit séjourne depuis plusieurs semaines à Shenzhen en Chine.

Avec le début de la distribution de ces machines, les questions autour de la signification des lettres «PB» incrustés sur chacun de ces ordinateurs et leurs emballages devraient se multiplier. Dans la délégation camerounaise partie en Chine pour réceptionner les machines, on ne cache pas que «P» et «B» sont les initiales de Paul Biya, le président de la République du Cameroun. Les étudiants apprécieront.

Opportunisme

Depuis plus d'un an, Jacques Fame Ndongo, le ministre de l'Enseignement supérieur (Minsup), qui se présente comme une créature de Paul Biya, tente en effet de transformer un projet gouvernemental en un don du président de la République. En juillet 2016, c'est d'ailleurs lui qui sort du chapeau, le fameux «don du chef de l'Etat de 500 000 ordinateurs portables



Les ordinateurs «PB» embarquent pour le Cameroun.

bles à tous les étudiants camerounais» détournant le projet «E-National Higher Education Network» de son objectif initial.

«Le projet «E-National Higher Education Network» s'articule autour de deux axes: le don de 500 000 ordinateurs octroyés à tous les étudiants dûment inscrits dans les huit (08) universités d'Etat et les 215 instituts privés d'enseignement supérieur réglementairement agréés par la Commission nationale de l'enseignement supérieur privé d'une part, la construction de neuf (09) Centres de développement du numérique universitaire dans chaque université d'Etat et à l'université inter-Etats Cameroun-Congo (site de Sangmelima) qui ouvrira ses portes à la rentrée académique 2017/2018, d'autre part», insistait-il encore dans un communiqué le 12 avril dernier.

Pourtant quand l'idée naît dans

la tête de Zhao Dhezi, il n'est guère question de don d'ordinateur. Fin août 2015, quand le directeur général de la Sichuang Communication Telecom Construction Company le présente aux autorités camerounaises, il s'agit d'un projet d'interconnexion de toutes les universités d'Etat du Cameroun. «La mise en réseau des universités camerounaises vise à arrimer le Cameroun aux normes de l'enseignement numérique international. Tenez par exemple un enseignant qui se trouve au Minesup et enseigne à l'Université de Yaoundé II pourra dispenser son cours à partir de son bureau à ses étudiants dans l'amphithéâtre et il sera vu dans toutes les universités du Cameroun sans avoir besoin de se déplacer», explique alors Zhao Dhezi au sortir de l'audience avec le Minsup.

DON DES ORDINATEURS

Un «virus» nommé PB

Manipulation

La délégation chinoise dit même être «au Cameroun pour faire le point de ce projet pour lequel un accord cadre de prêt de 75 milliards de francs CFA a été récemment signé en Chine entre le ministre chinois du Commerce et le ministre camerounais de l'Economie». Car apprend-on alors, il ne reste plus que le décret du chef de l'Etat pour entamer les travaux. Celui-ci tombera un an plus tard alors que Fame Ndongo avait déjà modifié le contenu du projet.

L'interconnexion des universités d'Etat verra-t-elle le jour? Rien n'est moins sûr. Surtout que dans leurs communications, les autorités se sont bien employées à faire admettre à l'opinion que ce sont les cinq cent mille ordinateurs à distribuer aux étudiants qui coûteront 75 milliards de francs CFA. Et pourtant, le décret du président de la République habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire a signé avec Eximbank Chine un accord de prêt pour le financement de ce projet est clair: c'est l'ensemble du projet «E-National Higher Education Network» qui se chiffre à 937 500 000 Yuans RMB, soit environ 75 milliards de francs CFA. Comme avec les avions, il n'est donc pas exclu qu'une affaire d'ordinateur chinois éclate un jour.

LE CHIFFRE

1300

MILLIARDS DE FRANCS CFA

C'est le coût de la mise en place du système de la couverture santé universelle (CSU). Cette CSU repose sur un paquet de base des soins et de services composé de 185 interventions et de 101 sous interventions. Le montant approuvé la semaine dernière au cours d'un atelier présidé par le ministre de la Santé publique (Minsanté), André Mama Fouda, devrait satisfaire les divers domaines de la médecine interne, la chirurgie, la gynécologie obstétrique, la pédiatrie, la stomatologie, l'otorhinolaryngologie, la vaccination et divers services communautaires. Mais cet argent sera supporté par le gouvernement et par les citoyens. Des études devront encore être menées pour déterminer la capacité contributive des Camerounais. «Ceci pour que très rapidement, le gouvernement puisse proposer au chef de l'Etat la voie à suivre. Il pourra alors décider en temps opportun de l'orientation à donner», explique le Minsanté.

L'HOMME

PHILIPPE CAMILLE AKOA



Le directeur général du Feicom ne se lasse pas lorsqu'il s'agit du financement des collectivités territoriales décentralisées. Sous sa houlette, le principal partenaire financier des communes et villes du Cameroun depuis 40 ans s'est encore mobilisé la semaine dernière à l'occasion de la deuxième conférence internationale sur l'urbanisation durable au Canada, en Chine et en Afrique.

La structure a en effet organisé une session spéciale sur «le financement des villes durables». Objectif: sensibiliser les élus sur les opportunités de lever des «fonds verts» et de mobiliser avec efficacité la taxe foncière. Après des échanges sur l'optimisation de la mobilisation des ressources financières endogènes et les opportunités de la coopération financière internationale, les maires présents se sont dits désormais mieux outillés sur la question. Visionnaire, Philippe Camille est d'ailleurs celui qui a tourné le Feicom vers la coopération internationale. Aujourd'hui l'institution reçoit des fonds de la Banque africaine de développement (BAD), de la Banque allemande de développement (KfW) et de l'Union européenne (UE).

L'AGENDA

18 DÉCEMBRE 2017

Ouverture annoncée de la deuxième conférence semestrielle des gouverneurs de région. Les travaux, qui auront pour cadre l'Hôtel de ville de Yaoundé, se dérouleront sur le thème «Autorités administratives, mutation des menaces sécuritaires, enjeux du vivre ensemble et perspectives de l'intégration sous régionale». Ils seront présidés par le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, René Sadi.

19 DÉCEMBRE 2017

Début des Journées nationales des PME (JNPME) au Palais des Congrès de Yaoundé. Le thème de cette 4e édition est «Promouvoir l'entrepreneuriat et les PME innovantes pour une croissance forte et inclusive». Organisées par le ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie sociale et de l'Artisanat, les JNPME se veulent une plate-forme de rencontres et d'échanges pour les dirigeants de PME et TPE et l'ensemble des partenaires évoluant dans leur champ de développement.

AO

La recherche des solutions pour faire face à un environnement de plus en plus dynamique et concurrentiel est au centre de la 4e édition des Journées nationales des petites et moyennes entreprises qui s'ouvrent ce 19 décembre à Yaoundé.

Comment se faire une place dans un environnement des affaires de plus en plus mondialisé (et donc concurrentiel) et à la fragmentation des marchés qui accroît considérablement la variété des produits et des services offerts? C'est à cette réflexion que le ministère des Petites et moyennes entreprises, de l'Economie sociale et de l'Artisanat (Minpmeesa) invite les participants (dirigeants d'entreprises, porteurs de projets de création de sociétés, institutions publiques d'accompagnement des PME) à la 4e édition des Journées nationales des PME (JNPME) qui se tiennent du 19 au 21 décembre au Palais des congrès de Yaoundé.

Même si la préoccupation paraît sous-jacente, le thème principal des JNPME étant «Promouvoir l'entrepreneuriat et les PME innovantes pour une croissance forte et inclusive», la question sera au cœur des débats. Car, une entreprise incapable de faire face à la concurrence ne peut contribuer à la croissance. «Promouvoir l'entrepreneuriat et les PME innovantes pour une croissance forte et inclusive», revient de ce fait d'abord à «promouvoir l'entrepreneuriat et les PME», capables de se réinventer en fonction de



Le Minpmeesa, Laurent Serge Etoundi Ngoa

l'évolution de l'environnement mondial des affaires.

Thématiques

Dans l'éditorial qu'il signe à l'occasion, le Minpmeesa le confirme d'ailleurs: «comme plusieurs (PME) font face à de nouveaux concurrents dont les coûts de production sont inférieurs ou encore qui opèrent dans

un cadre réglementaire moins contraignant, l'innovation ne peut plus être considérée seulement comme une stratégie, mais comme un facteur de survie au quotidien», écrit Laurent Serge Etoundi Ngoa. Face à ces enjeux multiples, le Minpmeesa «a trouvé opportun d'orienter les thématiques de la 4ème édition des Journées Nationales de la Petite et moyenne entreprise vers la promotion de l'entrepreneuriat et la modernisation technologique et organisationnelle des entités économiques,

FORUM

Réflexion sur le repositionnement des PME

notamment pour: répondre aux exigences de la mondialisation en matière de qualité, de coût et de délais, développer de nouveaux processus métiers, accroître l'offre locale des biens et services, réaliser des gains de productivité, stimuler la croissance économique».

La question est d'ailleurs cruciale pour un pays comme le Cameroun où les PME constituent près de 90% du tissu industriel. Pour poursuivre le débat durant les trois jours des JNPME, des tables rondes, ateliers et séminaires sont programmés. Il y aura par ailleurs des expositions comprenant des stands d'information ouverts au grand public, des rencontres B2B et G to B, une animation d'un village de l'innovation et une cérémonie des awards pour primer les best off de l'innovation des jeunes entrepreneurs logés pour la plupart dans les centres d'incubation. Le tout, comme lors des éditions précédentes, dans une ambiance d'un mini forum d'affaires, avec en prime pour cette édition, une forte connotation de promotion de l'innovation et de la digitalisation des PME dans toute leur dimension.

Intégration

SUPPLEMENT AFRIQUE CENTRALE/ MAIN COURANTE

CIRCULATION

Transport maritime : la RCA et le Tchad se détournent du port de Douala



Place portuaire de Douala.

Le trafic maritime au port de Douala est en chute libre. En deux ans, il a pratiquement été réduit de moitié. Selon les chiffres officiels, le trafic maritime de cette place portuaire est passé de 15 millions de tonnes en 2015 à 8 millions cette année. Sur le Tchad et la République Cen-

trafricaine, Douala enregistre une baisse de 1,5 million de tonnes sur la même période. «Tous vont désormais au Soudan et au Bénin», informe une source proche du dossier. En cause, les tracasseries et la corruption sur le corridor Douala-Ndjamena et sur le tronçon Douala-Bangui, sou-

tient la même source. Il y a quelques mois, le Bureau de gestion du fret terrestre (BGFT) donnait l'alerte. BGFT indiquait pour sa part que «les marchandises en partance pour le Tchad et la République Centrafricaine (RCA) transitent de plus en plus par le port de Lagos devenu plus compétitif que celui de Douala, notamment à cause de la chute du naira (la monnaie nigériane)». La perte de compétitivité du port de Douala vis-à-vis de celui de Lagos et l'insécurité sur le corridor Douala-N'Djamena (du fait de Boko Haram) et sur le tronçon Douala-Bangui (du fait de la crise en RCA) auraient réduit l'activité de camionnage de 2 à 4%.

Pour tenter de résoudre ces problèmes et regagner ses parts de marché, un forum tripartite Tchad-RCA-Cameroun sur la facilitation du transit des marchandises par les ports de Douala et de Kribi s'est tenu la semaine dernière à Ndjamena.

AO

THERMOMÈTRE

Vers une nouvelle approche sécuritaire en Afrique centrale

La 45ème Session du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (Unscac), tenue du 04 au 08 décembre à Kigali (Rwanda), a exploré des pistes d'une nouvelle dynamique sécuritaire. La déclaration de Kigali sur la situation en République Centrafricaine en est une illustration. Elle recommande aux partenaires régionaux et à la communauté internationale de «s'impliquer davantage pour que le Conseil de sécurité poursuive l'allègement de l'embargo sur les armes en vue de l'équipement et du réarmement des Forces armées centrafricaines (Faca) et encourage la Minusca à soutenir la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national».

Un atelier sur l'implication de la jeunesse et une exhortation à la réforme du Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale

(Copax) de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) ont marqué les assises de Kigali. Une plateforme est en construction pour l'engagement des jeunes dans la prévention et la résolution des conflits, la lutte contre la radicalisation et la participation à un système d'alerte précoce. Pour ce qui est du mécanisme sécuritaire de la CEEAC, une déclaration sur la réforme du Copax a été adoptée. Elle vise à le rendre «plus adéquat» du point de vue du secrétaire général de la CEEAC.

De l'avis de François Lounécény Fall, représentant spécial du secrétaire général pour l'Afrique centrale et chef du bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (Unoca), «la Région demeure confrontée à de nombreux défis». C'est le cas du Burundi et de la République Démocratique du Congo (RDC) où «les ten-

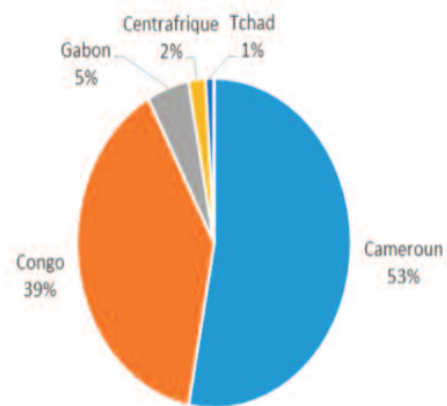
sions politiques et sécuritaires» devraient appeler «toutes les parties prenantes à faire le choix du dialogue, inclusif et de bonne foi, pour résoudre leurs différends par la voie pacifique». Dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest Cameroun, «nous condamnons les récentes attaques perpétrées contre les forces de défense et de sécurité ayant entraîné des pertes en vies humaines» indique le chef de l'Unoca. Il émet, toutefois, le vœu que le gouvernement camerounais poursuive ses efforts pour un dialogue afin «de faire baisser de manière durable les tensions persistantes». Quant à la République Centrafricaine (RCA), un huis clos ministériel a permis de faire l'état de la question sécuritaire et humanitaire. La 46e Session se déroulera au premier semestre 2018 à Brazzaville au Congo.

ZRM

INDICATEURS

Microfinance : l'activité en baisse en zone Cemac

Répartition par pays du total bilan au 31 juin 2017



Source : COBAC

Les données de la Commission bancaire d'Afrique centrale (Cobac) montrent un ralentissement de l'activité de la microfinance dans la Communauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique centrale (Cemac). A la fin du premier semestre 2017, le total des bilans des institutions de microfinance (IMF) de la zone a baissé de 13 % par rapport à la fin d'année 2016. Cette baisse est plus marquée au Tchad (-35,1 %) et le Cameroun (-15,9 %). Au Cameroun, en plus des difficultés économiques actuelles, le recul de l'activité est aussi le fait du passage du Crédit communautaire d'Afrique (CCA)

d'une microfinance en une banque en mars 2017. Elle était jusqu'ici la plus grande IMF du pays.

On assiste par ailleurs entre les deux dates à une baisse des dépôts de 2,1 % (-13 % pour le Tchad et -12,1 % pour la RCA, mais seulement -1,4% pour le Congo), une baisse des crédits bruts de 2,7 % (-49,3% pour le Tchad) et une hausse des créances en souffrance de +16,1 % (+100 % pour le Congo). Les excédents de trésorerie diminuent dans tous les pays, sauf au Congo où ledit excédent augmente de 12,8 %.

La situation de certaines IMF est fragile au plan prudentiel. Un peu plus d'un

quart des IMF ne respectent pas les ratios de couverture des risques et le coefficient maximal de liquidité. La constitution d'un fonds de solidarité destiné à faire face aux déficits pour les IMF de première catégorie 2 ; le ratio de couverture des immobilisations corporelles par les ressources permanentes; et les ratios limitant les prises de participation sont les normes les moins fréquemment respectées.

En zone Cemac, 700 institutions de microfinance étaient en activité en fin 2016 pour un total de dépôts de 851 milliards de francs CFA et de crédits bruts de 535 milliards. Et 1,75 millions de clients étaient servis par plus de 1 700 agences ou guichets. Cette activité est concentrée dans deux pays, le Cameroun et le Congo, dont les bilans représentent respectivement 53 % et 39 % du total de la zone au premier semestre 2017. Au Cameroun, Cameroon Cooperative Credit Union League (CamCCUL) est de loin la première IMF, suivie par Express Union Finance, ACEP et ADVANS. Au Congo, l'activité est dominée par le réseau des Muco-

AO

MARCHÉS FINANCIERS

Cemac : les titres camerounais ont la côte

L'Etat du Cameroun vient de réaliser un taux de couverture de l'ordre de 135,714% au terme d'une émission de bons du Trésor assimilables (BTA) de 7 milliards FCFA. Lancée auprès de 16 spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), l'appel a reçu des soumissions de l'ordre de 9,5 milliards francs CFA. Le taux d'intérêt pondéré s'élève à 3,6%. Pour les services du ministère camerounais des Finances, la participation de 5 STV est une preuve de bonne santé des titres camerounais sur le marché sous-

régional.

Pour rappel, le 15 novembre dernier et sur le même marché, un taux de couverture de l'ordre de 145% a été enregistré au terme d'une émission de BTA de 10 milliards francs CFA, contre 129,84% le 23 août. Les 9 août et 26 juillet, c'était 211,5% de couverture enregistré. Tandis que le 12 juillet, elle s'enregistrait à 170%, 266% le 10 mai, 151,5% et 97,5% les 3 et 5 mai respectivement.

Pour l'année en cours, rappelle-t-on, au ministère camerounais des Finances, le pays a prévu de recourir à des émissions de titres pu-

blics d'un montant maximum de 300 milliards francs CFA, destinés au financement de projets structurants. Sur la période 2017-2018, «le gouvernement camerounais ambitionne de bitumer un linéaire total de 1615 km de nouvelles routes» dépassant ainsi sa promesse de bitumer en moyenne 300 km de routes chaque année. Une vision qui s'inscrit dans le long terme dont l'objectif est d'atteindre, en 2020, 8500 km de routes bitumées sur le territoire camerounais contre un peu plus de 6000 km actuellement.

ZRM

La rédaction

CRISES POLITIQUES, ÉCONOMIQUES ET SÉCURITAIRES

Dans un rapport adressé au Conseil de sécurité le 28 novembre dernier, le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, rend compte de l'évolution de la situation dans la sous-région depuis son précédent rapport, daté du 31 mai 2017. Intégration en publie les principaux constats.

A. TENDANCES ET FAITS NOUVEAUX INTÉRESSANT LA POLITIQUE, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

La situation en Afrique centrale a été marquée par la persistance des tensions politiques et sociales sur fond de ralentissement économique et de contestations électorales. Les problèmes transversaux nés de la crise provoquée par Boko Haram ont continué de retenir l'attention des gouvernements de la région ainsi que des acteurs régionaux et internationaux, qui ont continué d'œuvrer à contrer la menace persistante de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), notamment en poursuivant la reconfiguration de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine.

1. Évolution et faits nouveaux d'intérêt politique

En Angola, les élections s'étant tenues le 23 août, le Movimento Popular de Libertação de Angola (MPLA), parti au pouvoir, a obtenu plus de 61 % des suffrages et 150 des 220 sièges du Parlement. Élue nouveau président du pays, João Lourenço du MPLA, ancien Ministre angolais de la défense, a prêté serment le 26 septembre. Les partis d'opposition União Nacional para a Independência Total de Angola (UNITA) et Convergência Ampla de Salvação de Angola - Coligação Eleitoral (CASA-CE) ont remporté 26 % (51 sièges du Parlement) et 9 % des suffrages (16 sièges du Parlement), respectivement. Ayant contesté dans un premier temps le résultat des élections, motif pris d'irrégularités, l'UNITA a demandé à ses députés élus de boycotter les travaux parlementaires, mais reviendra sur ce mot d'ordre le 16 septembre.

Au Cameroun, la situation dans les régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest est demeurée calme mais précaire, les forces de sécurité de l'État y maintenant une forte présence. Pour régler les griefs exprimés par le Cameroon Anglophone Civil Society Consortium (CACSC), le Gouvernement a pris plusieurs mesures intéressantes les systèmes judiciaire et éducatif, dont la création d'une section de common law à l'École nationale de la magistrature, de départements de droit anglophone dans plusieurs univer-



Antonio Guterres, secrétaire général des Nations Unies.

sités (Douala, Ngaoundéré, Dschang et Maroua), la réaffectation de magistrats selon des critères linguistiques et la nomination de magistrats anglophones supplémentaires à la Haute Cour de justice. En outre, le 30 août, le Gouvernement a décidé de libérer la plupart des dirigeants et sympathisants du mouvement anglophone détenus depuis janvier 2017 et d'abandonner toutes poursuites contre ceux-ci. Les tensions ont cependant persisté, des manifestations et opérations «ville fantôme» ayant été organisées. Plusieurs attentats aux engins explosifs improvisés ont été perpétrés à Bamenda, dans la région du nord-ouest, en septembre et en octobre, et à Douala le 22 septembre, attentats imputés par le Gouvernement à des militants du mouvement séparatiste anglophone

En prévision de la journée nationale de la réunification, célébrée le 1er octobre, les forces de sécurité ont été déployées en grand nombre et des restrictions mises à tous déplacements et rassemblements. Suspendu à compter du 28 septembre l'accès aux médias sociaux sera sporadiquement rétabli quelques jours plus tard. Néanmoins, le 1er octobre, des partisans du mouvement sécessionniste sont descendus dans la rue, apparemment pour hisser un drapeau représentant un État anglophone indépendant. Les forces de sécurité ont dispersé la manifestation, au cours de laquelle un nombre non confirmé de personnes ont été tuées, blessées ou arrêtées. Le 17 octobre, le Pre-

mier ministre Philémon Yang s'est rendu dans les deux régions anglophones pour nouer le dialogue. Mafany Musonge, ancien Premier ministre et Président de la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme, a séjourné en mission dans le même but dans la région du sud-ouest. Des attaques ciblées perpétrées contre des postes de contrôle de sécurité entre les 6 et 10 novembre s'étant soldées par la mort de quatre membres des forces de défense et de sécurité nationales, le Gouvernement a décrété le couvre-feu du 8 au 23 novembre et ordonné la fermeture des commerces et lieux publics dans la ville de Bamenda de la région du nord-ouest. Il a également indiqué avoir découvert plusieurs caches d'armes. Il a en outre ouvert une enquête judiciaire sur les violations des droits de l'homme et autres atteintes auxdits droits qui auraient été commises dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest le 1er octobre, y compris l'emploi disproportionné et excessif de la force par les forces de sécurité.

Au Tchad, l'économie nationale a continué d'être sérieusement mise à mal par le volume élevé des dépenses de sécurité et la baisse des recettes pétrolières, à l'origine de tensions sociales. Le 11 juillet, la Plateforme syndicale revendicative a suspendu sa participation au dialogue social, le Gouvernement ayant, le 6 juin, pris la décision de répercuter sur le budget le gel de l'indemnité de transport des fonction-

naires. Le 21 septembre, la Plateforme a signé un communiqué conjoint avec le Gouvernement pour renouer le dialogue. Le 6 juin, le Front de l'opposition nouvelle pour l'alternance et le changement a publié un mémorandum contestant la légitimité du Président Idriss Déby Itono et imputant la crise financière à la mal-gouvernance, à la mauvaise gestion des deniers et à l'incapacité du Gouvernement d'assurer la prestation de services sociaux de base. Le 9 juin, la coalition de l'opposition a refusé de participer à un forum national sur l'adoption de réformes institutionnelles et constitutionnelles, appelant en lieu et place à un dialogue politique sans exclusive. Le 10 août, le Président a séparément tenu des consultations avec des représentants de l'opposition, mais Saleh Kebzabo, un des témoins de l'opposition a décliné l'invitation.

Les résultats des élections législatives au Congo ont été proclamés le 2 août, le Parti congolais du travail, parti au pouvoir ayant remporté 90 des 151 sièges à pourvoir, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale et l'Union des démocrates et humanistes, partis d'opposition s'étant adjugés 8 sièges chacun. Le scrutin ne s'est pas tenu dans huit circonscriptions de la région du Pool pour cause d'insécurité. Reconnu dans ses fonctions de premier ministre le 16 août, Clément Mouamba, a présenté le 23 août un nouveau gouvernement ayant pour mission première de négocier un programme d'ajustement

L'Afrique centrale vue par l'Onu

avec le Fonds monétaire international (FMI) pour renflouer l'économie congolaise en dérive. Le FMI a affecté à Brazzaville, du 26 septembre au 4 octobre, une mission chargée de faire le point de la situation économique, de parachever l'évaluation de la dette nationale et d'actualiser les projections macroéconomiques. Le 5 octobre, le Gouvernement a publié un communiqué dans lequel il annonçait son intention de renégocier les conditions de sa dette, évaluée par le FMI à 9 milliards de dollars, soit 110 % du produit intérieur brut.

La détention prolongée, sans jugement, de dirigeants politiques arrêtés au lendemain de l'élection présidentielle de 2016 ne laisse de préoccuper. Même si le Gouvernement a donné l'assurance qu'il sera organisé des procès équitables dans les délais voulus, on attend toujours l'ouverture des débats, y compris concernant Jean-Marie Michel Mokoko et André Okombi Salissa, deux ex-candidats à la présidence. Le 11 août, le Gouvernement a autorisé l'évacuation médicale en France de Modeste Boukadia, chef d'un parti d'opposition en détention, condamné à 30 ans de travaux forcés.

En Guinée équatoriale, ont participé aux élections législatives et municipales anticipées du 12 novembre, 18 partis politiques et au total 325 554 électeurs inscrits. À la veille du scrutin, le Ciudadanos por la Innovación, parti d'opposition, a accusé le Gouvernement de l'avoir exclu de ces consultations, notamment en l'empêchant d'organiser des manifestations dans le cadre de sa campagne. Lors d'une réunion avec eux, le Gouvernement a encouragé les partis politiques à financer sur fonds propres leur participation aux élections précisant qu'ils seraient remboursés après la proclamation des résultats définitifs. Le jour du scrutin, les forces de sécurité ont été déployées, l'accès à Internet suspendu et l'usage de véhicules particuliers interdit, les médias sociaux ayant été inaccessibles depuis le 27 octobre, date d'ouverture de la campagne. Selon les médias, les bureaux de vote se sont ouverts à l'heure et le scrutin s'est déroulé dans la paix. Les représentants de l'opposition ont allégué des cas de fraude et des irrégularités. Le 13 novembre, le Gouvernement a invité la communauté internationale

Suite à la page 9 >>>

Suite de la page 8 >>>

à une réunion qui a été l'occasion de proclamer des résultats provisoires. Selon lesquels le Partido Democrático de Guinea Ecuatorial, parti au pouvoir, venait en tête sur toute l'étendue du pays.

Au Gabon, le climat politique et social a été dominé au cours de la période considérée par le fait que Jean Ping, candidat de l'opposition, a continué de contester la réélection du Président Ali Bongo Ondimba en 2016, et par des difficultés économiques qui ont été à l'origine de grèves multiples. Le 2 juin, M. Ping a rejeté l'appel de ses alliés politiques l'invitant à se prêter au dialogue avec M. Bongo Ondimba, préconisant en lieu et place une médiation internationale. Le 18 août, M. Ping a appelé ses partisans à organiser des manifestations jusqu'à ce qu'il accède au pouvoir. Le 4 septembre, 19 personnes ont été arrêtées à Libreville lors d'une manifestation de soutien à M. Ping. Le 9 septembre, Alexandre Barro Chambrier, Président du mouvement politique Rassemblement héritage et modernité, proche de M. Ping, a publié une déclaration dénonçant la multiplication des arrestations arbitraires de membres de l'opposition et exigeant la remise en liberté sans condition de tous les détenus politiques. Le 13 septembre, le Premier Ministre Emmanuel Issoze-Ngondet a rejeté les appels en faveur d'une enquête internationale sur les violences postélectorales de 2016, annonçant en lieu et place la création d'une commission nationale

Le 11 juillet, statuant à la demande du Gouvernement, la Cour constitutionnelle gabonaise a autorisé un nouveau report jusqu'en avril 2018 au plus tôt des législatives qui, initialement prévues pour décembre 2016, avaient déjà été reportées une première fois, à la date juillet 2017. Plusieurs personnalités de l'opposition ont critiqué la décision de report de la Cour comme sans motif. Installé le 21 août, le nouveau gouvernement conduit par le Premier Ministre sortant s'est vu confier pour mission de mettre au point le texte de la nouvelle constitution d'ici à novembre 2017 pour adoption par l'Assemblée nationale. Pierre-Claver Maganga Moussavou, ex-candidat à la présidence, a été nommé Vice-Président, René Ndemezo'o Obiang, ancien directeur de campagne de M. Ping ayant été désigné Président du Conseil économique et social du pays.

Ouvert le 13 septembre, le dialogue politique approfondi entre l'Union européenne et le Gouvernement gabonais était axé sur l'issue

du dialogue national et des réformes électorales, ainsi que sur les droits de l'homme, l'ouverture démocratique et les libertés fondamentales.

Au Rwanda, le Président Paul Kagame a remporté 98,79 % des voix lors de l'élection présidentielle tenue le 4 août. Ses deux adversaires, Philippe Mpayimana, candidat indépendant et Frank Habineza, candidat du Parti démocratique vert, ayant obtenu 0,73 % et 0,48 % des suffrages, respectivement. Diane Rwigara, personnalité de l'opposition, a été exclue du scrutin par la Commission électorale motif pris de ce qu'elle avait produit de fausses signatures à l'appui de sa candidature, n'ayant pas ainsi recueilli les 600 signatures requises. Arrêtée en septembre, avec deux membres de sa famille pour fraude fiscale et faux et usage de faux, M. Rwigara sera accusée, sa mère et sa soeur aussi, le 3 octobre d'incitation à l'insurrection contre l'État. Au moment de la rédaction du présent rapport, une procédure judiciaire suivait son cours contre Mme Rwigara et sa mère, leur requête en libération sous caution ayant été rejetée le 20 octobre. La soeur de Mme Rwigara a été mise en liberté provisoire, le juge ayant décidé d'abandonner les poursuites contre elle faute de preuve.

Le 28 juillet, la Commission électorale de São Tomé-et-Príncipe a annoncé que 90 932 électeurs avaient été inscrits sur le fichier électoral, 111 222 l'ayant été aux fins de l'élection présidentielle de 2016. Le 14 août, le Gouvernement a annoncé que les élections régionales et locales prévues pour 2017 avaient été reportées à 2018, le but étant de les coupler avec les législatives.

2. Sahel

Étant donné sa dimension transfrontalière et ses liens avec la criminalité organisée, le terrorisme continue de menacer sérieusement la stabilité de l'ensemble de la région du Sahel, y compris le Tchad. La création de la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel début 2017 est une initiative louable qui vient démontrer la volonté des cinq pays de prendre en main les problèmes de sécurité dans la région et d'y faire face collectivement. Depuis la parution de mon précédent rapport sur la Force conjointe (S/2017/869), celle-ci a lancé, le 28 octobre, sa première opération dans le triangle du Liptako-Gourma, à la frontière entre le Burkina Faso, le Tchad et le Mali. Sous le nom de code « Opération Hawbi », la campagne a fait intervenir plusieurs centaines de soldats maliens, nigériens et burkinabés. La Force

conjointe a axé ses actions sur le Secteur central limitrophe des trois pays qui est l'épicentre des activités transfrontalières de groupes terroristes armés et de trafiquants de drogues et d'armes dans la région.

Le Tchad continue d'entreprendre de mobiliser des éléments à affecter à la Force conjointe à titre de contribution. Le 13 octobre, il a rapatrié à la base de Wour (région de Tibesti), dans le cadre du déploiement en cours de la Force conjointe, des centaines de soldats déployés au Niger dans la campagne contre Boko Haram. Évoquant les graves difficultés financières de son pays, le Président tchadien a publiquement douté que son pays ait les moyens d'affecter des soldats à la Force conjointe.

Une conférence internationale sur la sécurité et le développement dans le Sahel aura lieu à Bruxelles en principe le 14 décembre 2017. La Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel est le moyen d'apporter une réponse globale aux défis auxquels la région du Sahel se trouve confrontée. Agissant par l'intermédiaire du Groupe de travail du Comité exécutif sur le Sahel, présidée par la Vice-Secrétaire générale, l'ONU s'est mobilisée pour accélérer la mise en oeuvre de la Stratégie, notamment en réunissant des ressources supplémentaires.

3. Tendances et faits nouveaux sécuritaires

• Boko Haram/bassin du lac Tchad

Malgré les efforts considérables déployés par les pays concernés, la Force multinationale mixte et les partenaires régionaux et internationaux, Boko Haram a continué de menacer la région du bassin du lac Tchad, perpétrant des attentats-suicides à la bombe, des actes de banditisme, des enlèvements, des incendies criminels, des raids contre des villages, et des attentats contre des personnes et des installations militaires. Depuis la parution de mon rapport sur la situation dans la région du bassin du lac Tchad (S/2017/764), au moins 111 civils ont été tués et 131 blessés au Cameroun, un civil ayant été tué au Tchad entre le 1er juin et le 15 octobre.

De multiples attentats ont été perpétrés dans le nord du Cameroun, la plupart par des adolescentes kamikazes contre des camps de personnes déplacées et autres lieux très fréquentés par les civils. Les attentats-suicides à la bombe perpétrés par des jeunes femmes et des filles se sont multipliés, inspirant de la suspicion à l'égard de celles-ci et les exposant à des

actes de harcèlement, à la stigmatisation et à des arrestations arbitraires par la police et l'armée. Le 14 octobre, des ex-combattants qui s'étaient rendus ont été remis avec leurs familles aux autorités locales de Mozogo dans la région de l'extrême nord. Ces personnes originaires du Cameroun, dont 58 hommes, 86 femmes et 244 enfants, ont dit avoir été enlevées par Boko Haram lors de raids contre leurs villages, transportées au Nigéria et enrôlées de force dans les rangs du groupe.

Au Tchad, on a fait état d'une seule attaque d'envergure, mais par ses agissements Boko Haram n'a cessé de perturber la vie de la population locale, en particulier le commerce transfrontalier. Selon l'armée tchadienne, 8 soldats tchadiens ont été tués et 18 blessés les 24 et 25 juin lors d'accrochages avec des insurgés de Boko Haram sur les îles du lac Tchad.

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a séjourné dans le bassin du lac Tchad du 27 au 31 juillet. Le 28 septembre, il a adopté une décision dans laquelle il s'est notamment dit préoccupé par le manque de moyens de la Force multinationale mixte et la gravité de la situation humanitaire dans la région, réaffirmé la nécessité de se doter d'une stratégie globale pour lutter contre Boko Haram et demandé la tenue d'un sommet spécial de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le but étant d'arrêter une stratégie de promotion de la paix, de la sécurité et du développement dans le bassin du lac Tchad.

• Armée de résistance du Seigneur

Selon le dispositif de suivi de la crise liée à la LRA (LRA Crisis Tracker), 48 actes criminels impliquant la LRA commis pendant la période considérée se sont soldés par un bilan de 7 morts et 158 enlèvements. Les éléments de la LRA ont continué de menacer gravement les civils dans le nord de la République démocratique du Congo sévissant le long de couloirs qu'ils empruntent en provenance de la République centrafricaine en passant par les provinces du Bas et du Haut-Uélé, et le parc national de la Garamba en République démocratique du Congo, parc qui reste un grand lieu de braconnage et d'extraction minière de l'or pour la LRA. Le groupe s'est livré principalement à des actes de pillage, des embuscades, des enlèvements temporaires et des agressions sexuelles. Les actes imputables à la LRA ont connu leur plus forte intensité pendant

la saison sèche, allant de mars à juin.

Les éléments de la LRA ont continué d'attaquer et de piller des villages en République centrafricaine, le long de l'axe Obo-Zemio et dans la préfecture de Haute-Kotto, près de l'enclave de Kafila Kingi, où ils étaient souvent envoyés pour piller des vivres, de l'or et des diamants. Le 5 juillet, des éléments de la LRA ont investi la ville de Kotto 3 et exigé de s'entretenir avec les dirigeants communautaires, le but étant de les forcer à leur donner des vivres. Entre le 17 et le 24 septembre, des éléments du groupe ont attaqué la localité de Kpabou (Haute-Kotto) et ont eu des accrochages avec des combattants de l'ex-Séléka.

Entre avril et octobre 2017, la LRA aurait perpétré en République centrafricaine, 12 attaques au cours desquelles 4 personnes ont été tuées et 35 enlevées (contre 46 attaques pendant la même période en 2016). Depuis mai 2017, la rupture entre deux puissantes factions du Front populaire pour la renaissance en Centrafrique (FPRC) a entraîné le retour des affrontements armés dans les préfectures de la Haute-Kotto et de Mbomou, ainsi que la mobilisation de groupes antibalaka le long de l'axe Bangassou-Obo, créant ainsi un environnement difficile pour les groupes de la LRA, qui se sont progressivement déplacés vers les préfectures de Mbomou et Haut-Mbomou, au sud-est, sans doute pour éviter des heurts avec d'autres éléments armés.

Néanmoins, le retrait de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine de la République centrafricaine a créé un vide sécuritaire exploité par des milices armées sans liens étroits entre elles, des gangs criminels et diverses factions dissidentes locales opérant dans les préfectures de Mbomou et Haut-Mbomou, vide dont les communautés locales ont ressenti le contrecoup économique notamment sous forme de renchérissement des denrées de première nécessité. L'insécurité étant venue perturber la récolte saisonnière, le marché local ne peut répondre à la forte demande de produits alimentaires.

Si les civils ont été les plus rudement éprouvés par le regain de violence dans la sous-région, le recul des attaques de la LRA s'est traduit davantage par la multiplication des enlèvements que par la mort de civils, d'où la nécessité de dégager de nouvelles approches de la protection des civils. Prise délibérément pour cible par les groupes armés, la Mission multidimensionnelle

Suite à la page 9 >>>

Suite de la page 9 >>>

intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a vu entamer sa capacité de faire face à tous incidents et menaces dans les zones où sévit la LRA.

Ayant achevé son retrait de Yambio (Soudan du Sud) le 4 juillet, la Force régionale d'intervention de l'Union africaine a transféré son quartier général à Koboko (Ouganda).

• Sécurité maritime dans le golfe de Guinée

Depuis la parution de mon précédent rapport, l'Organisation maritime internationale a fait état de sept actes de piraterie et de vols à main armée en mer dans le golfe de Guinée.

Créé au lendemain d'une réunion tenue à Yaoundé le 8 juin, le Réseau inter-régional pour le golfe de Guinée a pour mission de combattre la criminalité en mer dans le golfe de Guinée. Doté d'un budget total de 9,2 millions d'euros pour quatre ans, et soutenu par l'Union européenne, le Réseau couvre tous les pays riverains du golfe de Guinée.

• Braconnage et trafic d'espèces sauvages et de ressources naturelles

Les 25 et 26 juillet, la CEEAC a organisé une réunion d'experts à N'Djamena sur les conflits concernant l'utilisation des terres, les espèces sauvages et les ressources naturelles, suivie d'une réunion ministérielle le 27 juillet qui a été l'occasion de valider plusieurs stratégies et outils opérationnels dont un système de gestion des conflits entre l'homme et les espèces sauvages et des mécanismes de gestion des conflits fonciers.

B. ÉVOLUTION DE LA SITUATION HUMANITAIRE

Les conflits persistants et de nouvelles flambées de violence ont continué d'éprouver des millions de personnes dans la sous-région. Quelque 2,4 millions de personnes ont été déplacées par la crise provoquée par Boko Haram, qui, ayant également entraîné une grave insécurité alimentaire, est venue menacer la santé et la protection de ces personnes, exposées notamment à des actes de violence sexuelle et sexiste généralisée. Dans les zones sinistrées du bassin du lac Tchad, les organisations humanitaires ont entrepris de venir en aide à 8,2 millions de personnes, dont 1 million au Cameroun et au Tchad.

Élargie de nouveau en 2017,

l'intervention humanitaire dictée par la crise du bassin du lac Tchad, a bénéficié à plus de cinq millions de personnes. Toutefois, les besoins n'auront sans doute pas diminué en 2018 et au-delà, de sorte qu'il faudra tenir le cap de l'entreprise d'aide et de relèvement. En septembre 2017, on avait mobilisé un peu plus de la moitié du montant de 1,5 milliard de dollars requis pour les secours dans les quatre pays touchés. Pour répondre aux besoins les plus pressants d'ici la fin de l'année, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales doivent encore mobiliser 661 millions de dollars.

En République centrafricaine, on dénombrait environ 600 000 personnes déplacées, leurs rangs ayant grossi de près de 50 % entre janvier et août 2017 et 500 000 réfugiés, le nombre de ces derniers ayant également augmenté, soit au total 1,1 million de réfugiés et déplacés, chiffre le plus élevé enregistré dans le pays. Les opérations humanitaires ont été mises à très rude épreuve. Depuis le début de 2017, plus de 200 actes de violence ont été perpétrés contre des travailleurs humanitaires. On a suspendu les secours à plusieurs reprises ou renoncé à toute intervention dans certaines localités en proie à la violence, dans un pays où la moitié de la population a besoin d'aide pour survivre. Face à l'aggravation de la crise, on a porté l'enveloppe de l'aide humanitaire d'environ 400 à 497 millions de dollars, montant qui doit permettre d'apporter une aide vitale à 1,8 million de personnes. À la date du 13 novembre, seul 30 % de cette enveloppe avait été financé.

C. SITUATION DES DROITS DE L'HOMME

Au Tchad, on a continué de faire état de restrictions à la liberté d'expression, de manifestation, de réunion et d'association, ainsi que de cas de harcèlement, d'arrestation et de détention de membres de l'opposition et de dirigeants de la société civile. Niant ces allégations, le Gouvernement a réaffirmé sa volonté d'opérer des réformes institutionnelles qui viendront consolider les droits du citoyen et l'état de droit. Il a saisi l'Assemblée nationale d'un projet de loi tendant à réformer le texte portant création de la Commission nationale des droits de l'homme, le but étant de permettre au pays de se conformer aux principes concernant le statut des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme.

Dans son rapport final, rendu public le 4 septembre, la Commission d'enquête sur le Burundi, ayant conclu à l'existence de motifs raisonnables de croire que des crimes contre l'humanité avaient été et continuaient d'être commis depuis avril 2015, a demandé à la Cour pénale internationale d'ouvrir une enquête. Elle a dressé constat de violations des droits de l'homme, notamment d'exécutions extrajudiciaires, d'arrestations et de détentions arbitraires, d'actes de torture, de traitements cruels, inhumains ou dégradants, de violence sexuelle et de disparitions forcées. À ce jour, le Gouvernement refuse de coopérer avec la Commission. Le 13 septembre, six personnes armées non identifiées ont fait irruption dans les locaux du Haut-Commissariat aux droits de l'homme à Bujumbura. Les autorités ont ouvert une enquête sur cette attaque. Le 9 novembre, la Cour pénale internationale a annoncé que le Bureau du Procureur avait officiellement ouvert, le 25 octobre, une enquête sur la situation au Burundi et qu'il y avait des motifs raisonnables de croire que les forces de sécurité burundaises et les Imbonerakure avaient délibérément attaqué la population civile.

Les 28 et 29 septembre, le Conseil des droits de l'homme a adopté deux résolutions sur le Burundi. Dans sa résolution 36/2, il a demandé au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'envoyer d'urgence une équipe de trois experts pour recueillir et conserver des informations sur la situation des droits de l'homme, qui seront transmises aux autorités judiciaires burundaises pour qu'elles poursuivent les auteurs. Il a également demandé au Haut-Commissaire de lui présenter en 2018 un exposé oral et un rapport écrit au sujet des conclusions des experts. Dans sa résolution 36/19, le Conseil des droits de l'homme a prorogé d'un an le mandat de la Commission d'enquête sur le Burundi et prié la Commission de présenter en 2018 un rapport au Conseil et à l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session.

En République démocratique du Congo, on a continué de constater des violations généralisées des droits civiques et politiques, la restriction du jeu démocratique, la multiplication des violences interethniques et intercommunautaires et des atteintes aux droits de l'homme imputables aux forces de défense et de sécurité. Dans la région du Kasai, on a recensé 87 char-

niers et plusieurs centaines de civils auraient été tués. Dans la province du Tanganyika, des dizaines de civils ont été violés et tués à l'occasion de violences intercommunautaires. Une interdiction générale de manifester est restée en vigueur. Fait alarmant, les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme font de plus en plus l'objet de restrictions dans leurs activités.

En République centrafricaine, la MINUSCA a dressé constat de cas avérés de violations des droits de l'homme, notamment des attaques ciblées contre des civils inspirées par des motifs religieux ou ethniques. À l'issue de son séjour dans le pays du 6 au 11 octobre, mon Conseiller spécial pour la prévention du génocide a condamné les actes de manipulation et d'incitation à la haine ethnique et religieuse.

Au Cameroun, le 9 octobre, la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés a condamné les actes de violence commis le 1er octobre contre des manifestants ainsi que les arrestations et détentions arbitraires. Elle a réitéré son appel en faveur d'un dialogue constructif dans le but de régler durablement la crise. Le 13 octobre, une organisation non gouvernementale internationale a fait état de l'arrestation et de la détention arbitraires d'au moins 500 personnes à l'occasion d'une série de manifestations en septembre et en octobre. Quelque 200 détenus auraient été libérés depuis.

L'ONU continue d'être saisie d'allégations de violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire et d'autres atteintes auxdits droits, dont des arrestations arbitraires, des cas de détention prolongée sans jugement et de viol, y compris dans des camps de personnes déplacées, perpétrées en toute impunité par la Force multinationale mixte et les forces de sécurité camerounaises et tchadiennes dans le cadre des actions antiterroristes menées contre Boko Haram. Le recours à la peine capitale par le Cameroun et le Tchad, prévu par la législation antiterroriste en vigueur, reste un motif de préoccupation.

D. TENDANCES SOCIOÉCONOMIQUES

Le lent redressement du cours des produits de base et la dégringolade des prix du pétrole entre 2014 et 2016 sont venus mettre à nu les lacunes d'ordre poli-

tique et structurel majeures dont souffraient les pays de la sous-région, notamment le manque de diversification de l'économie nationale, la croissance non inclusive, la pénurie d'emplois générateurs de revenus, surtout pour une population croissante de jeunes, et l'absence générale d'amélioration sensible des conditions de vie des populations.

Les États membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) ont entrepris ensemble d'améliorer les politiques et d'assurer la stabilité macroéconomique aux niveaux national et sous-régional, conformément à la décision prise par les chefs d'État et de gouvernement lors du sommet de Yaoundé de décembre 2016. Les dirigeants ont approuvé des réformes structurelles tendant à renforcer la gestion des finances publiques, à lutter contre la corruption et à améliorer l'environnement économique, et des politiques propres à permettre de réduire les déséquilibres macroéconomiques. Cela étant, le FMI a approuvé de nouveaux programmes de soutien au Cameroun et au Tchad, représentant respectivement un montant de 666,2 millions de dollars et de 312,1 millions de dollars, au titre de sa facilité élargie de crédit, ainsi qu'un programme d'un montant de 642,0 millions de dollars en faveur du Gabon, au titre de son mécanisme élargi de crédit. Il a accordé un appui supplémentaire à la République centrafricaine et est en négociation avec le Congo et la Guinée équatoriale.

Le 30 octobre, les participants à un sommet extraordinaire de la CEMAC, tenu à N'Djamena, ont pris acte de la ratification par tous les États membres de l'accord de 2013 sur la libre circulation des personnes dans la sous-région.

Le Gouvernement français a organisé du 6 au 8 septembre, à Paris, une table ronde des donateurs, au cours de laquelle le Gouvernement tchadien a présenté son plan national de développement pour la période 2017-2021. Le Président tchadien a présidé cette rencontre, organisée avec le concours du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de la Banque mondiale. Le Gouvernement tchadien a reçu des annonces de contributions d'un montant total de 20 milliards de dollars, dont 7 milliards de dollars de partenaires multilatéraux et bilatéraux et 13 milliards de dollars d'investisseurs privés.

Zacharie Roger Mbarga

La réunion des ministres africains du commerce a validé provisoirement le projet d'accord et appelle à un sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement en mars 2018.

Tenue à Niamey sous la présidence du président nigérien Mahamadou Issoufou, président dédié de la zone de libre-échange continentale (ZLEC), la réunion des ministres a ouvert la voie à la dernière articulation qui est le toilettage juridique l'Accord de Libre Echange continental (Alec). Mais cette procédure s'étalera encore sur près de trois mois. Une fois les arrangements commerciaux introduits, les documents seront transmis au Comité technique spécialisé (CTS) des ministres de la Justice, pour validation et présentation à la Session de la conférence de l'Union de janvier 2018, comme documents juridiquement fiables, réalistes et répondant aux besoins de développement de l'Afrique. Déjà dès le sommet de janvier 2018, à Addis Abeba, le président nigérien présentera un rapport de fond aux chefs d'Etat et de gouvernement. Il soumettra à ses pairs un état des lieux sur l'Accord portant création de la ZLEC et ses protocoles. Il leur adressera les invitations pour le sommet extraordinaire de mars 2018 consacré à l'adoption et à la signature de l'Alec, ses protocoles et ses annexes.

Contenu

Désormais, on connaît les deux composantes de l'Alec. Le premier contenu de la ZLEC, avec lequel sa création sera actée, concernera le commerce des marchandises et le commerce des services. Les protocoles négociés à Niamey permettent la création de la ZLEC avec cette première composante. La libéralisation des services s'articulera sur neuf secteurs prioritaires axés sur les demandes et les offres. S'agissant du commerce des marchandises, il a été convenu que les taxes ayant un effet équivalent seraient progressivement éliminées du commerce entre les pays africains, en attendant un examen des implications pour les redevances existantes telles que la redevance communautaire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Des dispositions relatives aux zones économiques spéciales, aux droits d'exportation, à la balance des paiements et aux industries naissantes ont également été prises. Sur ce sujet, des travaux supplémentaires sont prévus au cours des deux prochains mois et concerneront la finalisation des lignes directrices sur le traitement des industries naissantes et des lignes directrices sur les mesures correctives commerciales. Bien plus, des travaux supplémentaires se tiendront pour transiger principalement sur les règles d'origine et l'application des modalités convenues pour la libéralisation du commerce des marchandises et, en particulier, sur le traitement des produits et les exclusions sensibles (clause de sauve-



4ème réunion des ministres du Commerce de l'UA.

garde). Quant à la seconde phase de la ZLEC, les négociations se poursuivront après l'adoption du premier palier sus présenté. Les protocoles n'ont pas encore été parachevés. Ils portent sur la politique d'investissement, la politique de la concurrence et les droits de propriété intellectuelle. Outre ces protocoles et les annexes subséquents, l'Alec contiendra le cadre institutionnel avec les objectifs, les principes et la portée de la ZLEC. Les questions horizontales telles que la gouvernance et les arrangements institutionnels y figurent de même que les détails sur les procédures d'entrée en vigueur, de ratification et d'amendement. La clause de rendez-vous y figure naturellement.

Institutionnel

Sur la question de la libéralisation tarifaire, c'est en somme cent des lignes tarifaires qu'il faut faire libéraliser sur le format 90/10. Face aux craintes de certains Etats, il a été décidé d'introduire un addendum aux modalités des négociations tarifaires dans le cadre du protocole sur le commerce des biens. Cet addendum sera basé sur le principe du traitement spécial et différencié (TSD) qui est partie intégrante des principes directeurs de la ZLEC. A l'instar des usages dans le domaine multilatéral, cette flexibilité porte sur les périodes transitoires pour la libéralisation, sur des exemptions, sur un mécanisme commercial de soutien conforme aux bonnes pratiques internationales en la matière ainsi que sur toute autre mesure assimilée. Les ministres du Commerce ont

ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE Un accord envisagé pour le premier trimestre 2018

convenu d'un secrétariat de la ZLEC autonome et dirigé par un directeur général ou secrétaire général. La Commission de l'UA se chargera de la création de ladite structure par le biais d'une note technique sur cette structure, détaillant son fonctionnement, son articulation avec le système de l'UA et les modalités budgétaires et financières. Les ministres ont insisté pour l'introduction d'un article sur l'adhésion à la ZLEC. Ainsi, pour être partie à l'Alec ou pour le dénoncer, il faudra se conformer à cette procédure précise. L'épuration juridique débutera en janvier pour l'Accord-cadre, le protocole sur le commerce des services et diverses sections du protocole sur le commerce des marchandises. Pendant ce temps, le travail se poursuivra avec les questions restantes dans le protocole sur le commerce des marchandises dans le but de finaliser ceci d'ici mars 2018.

Enjeux

Les forces qui remodelent l'environnement économique mondial condamnent désormais l'Afrique à une coopération dynamique au sein du continent. Si la notion de frontières, en Afrique, est née après les indépendances, plus d'un demi-siècle après, la pertinence des vœux des pères fondateurs semble s'exacerber. D'après les statistiques disponibles, le commerce intra-africain s'élève à environ 16% des transactions commerciales totales de l'ensemble du continent. En comparaison, ce pourcentage se situe autour de 70 % pour l'Union européenne, 54 % pour l'Amérique du Nord et 51% pour l'Asie. Dans cette lancée, le président nigérien ex-

plique « l'Afrique compte des pays moins avancés, des pays à revenu intermédiaire et des pays à revenu intermédiaire avancés. Bon nombre de ces pays ont des difficultés à se hisser sur l'échelle du développement durable, notamment en raison de leur dépendance vis-à-vis de la production et de l'exportation de matières premières ainsi que de par la taille réduite de leurs économies ». Vera Songwe, secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), y voit une réponse en ces termes: « à la CEA, nous estimons qu'en éliminant les droits de douane, la ZLEC peut stimuler le commerce intra-africain de 52% et qu'en réduisant les barrières non tarifaires, il peut être doublé, ce qui profiterait au bien-être africain à hauteur de 22 milliards de dollars. Cela devrait profiter particulièrement aux exportations industrielles et aux valeurs ajoutées de l'Afrique ; générant ainsi plus d'opportunités d'emploi et diversifiant le commerce africain ». Prenant part aux travaux, Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union Africaine (UA), tranche: « L'intégration n'est dès lors pas une option, mais une obligation, un impératif. Comment autrement pourrions-nous répondre à l'aspiration à la prospérité de nos peuples? ». Marc Yombouno, ministre du Commerce de la République de Guinée souhaite « il est donc impératif de créer une Afrique où les personnes, les biens et les services peuvent circuler librement au profit de tous les Africains ». Pour sa part, Assome Aminata Diatta, directrice du commerce extérieur du Sénégal, a déclaré: « Je suis très heureux de la décision prise aujourd'hui. La ZLEC est absolument nécessaire pour renforcer la position de l'Afrique sur le marché mondial ».

Hebdo
Intégration

Quartier Nkomkana,
Immeuble Diane
(face station service Total)
B.p:33 266
Yaoundé-Cameroun

Tel: (+237) 2 43 29 63 03
6 90 02 03 39
6 76 20 37 09

Directeur de publication :
Thierry Ndong Owona

Rédacteur-en-chef
Aboudi Ottou
+237 6 96 17 91 04
6 75 85 01 03

Secrétaire de rédaction:
Patrick Landry Amougou

Desk Littoral:
Didier Ndengue
+237 6 74 30 56 46

Desk Grand Nord :
Rodrigue Tapeo
+237 6 75 25 59 24

Rédaction :

Thierry Ndong Owona,
Aboudi Ottou,
Jean-René Meva'a Amougou,
Didier Ndengue,
Rodrigue Tapeo,
Rémy Biniou,
Bobo Ousmanou
Zéphirin Fotso Kamga

Correspondants :

Celestin Ngoa Balla
(New York)
Birgit Pape Thoma
(France, Allemagne)

Documentations et abonnements:

Olive Edjang Epesse
+237 6 94 28 13 61

Marketing et Commercial :

Audrey Bella
+237 6 96 03 99 53
6 50 89 57 64

Publicité :

+237 2 43 29 63 03
6 90 02 03 39
6 76 20 37 09

Web site :

www.journalintegration.com

E-mails :

contact@journalintegration.com
journalintegration@gmail.com
ndongru@yahoo.fr

Impression :

Macacos
Douala

DÉPLOIEMENT

QNET PREND PIED EN AFRIQUE CENTRALE

L'entreprise malaisienne de vente directe de produits ouvrira bientôt une agence à Douala pour desservir la sous-région.

En l'espace de cinq mois, QNET a organisé quatre événements au Cameroun: la remise de don d'ordinateurs au ministère de la Jeunesse lors de la journée internationale de la jeunesse le 12 août 2017, deux expositions de ses produits du 14 au 18 octobre dans les villes de Douala et de Yaoundé et une convention de l'un de ses distributeurs (Powerful Tide) du 08 au 10 décembre dernier au Palais des sports de Yaoundé. Cette intense activité au Cameroun de l'entreprise malaisienne de vente directe de produits trahit la place importante que le pays occupe dans sa stratégie de déploiement. Stratégie qui vise à densifier la présence de l'entreprise en Afrique.

QNET veut en effet faire du Cameroun un hub pour la distribution de ses produits en Afrique centrale. Pour ce faire, les responsables de l'entreprise annoncent pour bientôt l'ouverture d'une agence à Douala. Erika Lindou, promoteur des «Journées de l'entrepreneuriat chrétien» (devenues aujourd'hui «Journées de l'entrepreneuriat éthique au Cameroun», JEC), désigné il y a quelques mois représentant légal de QNET au Cameroun, aura en charge de piloter ce projet.

Mise en garde

Même si l'entreprise revendique plusieurs milliers de représentants indépendants au Cameroun, elle reste consciente que l'industrie de la vente directe reste incomprise. En prélude à l'ouverture de l'agence de Douala, la convention de la Powerful Tide (PT Con) avait pour but de renforcer les capacités de ses distributeurs indépendants et sensibiliser sur la vente directe et les valeurs de QNET. Selon Trevor Kuna, le CEO de QNET, «QNET est une entreprise de marketing de réseau. Une entreprise de vente directe 100% e-commerce». Son modèle d'affaire «consiste à établir des réseaux de vente sur la base du bouche à oreille» et de percevoir des commissions sur la vente des produits. «Si vous partez dans un magasin acheter un appareil d'une marque que vous recommandez par la suite à une connaissance vous n'allez rien gagner. Mais avec QNET, une recommandation vaut le début du partenariat et donc d'un profit. Chez nous, on est payé sur la base de ses capacités à se déployer sur le terrain et d'attirer les consommateurs. On me paie sur mes ventes personnelles et sur les ventes de mon équipe selon un plan clair de compensation», ajoute VC Jean Luc Sialou, représentant indépendant de QNET et leader de la Powerful Tide. Mais pour autant, «les activités de QNET ne sont pas un plan pour faire fortune rapidement», se sont employés à marteler les responsables de la boîte. Lesquels ont par ailleurs mis en garde les potentiels représentants indépendants de la marque contre la publicité mensongère. Dans les fiches d'adhésion, les candidats sont d'ailleurs appelés à s'engager à «ne pas utiliser de pratiques ou documents commerciaux faux, trompeurs, mensongers ou déloyaux» et à «ne présenter que des estimations de revenus réalistes, en indiquant la nécessité de faire les efforts appropriés».

Partenariats

Durant cette convention de formation à laquelle ont pris part plus de 4000 personnes (en majorité des jeunes) venus du Gabon, Bénin, Togo, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Tchad, Bénin, Guinée Equatoriale, Congo, République démocratique du Congo et du Cameroun, un accent a aussi été mis sur le leadership. «J'ai compris en 2010 en Malaisie, lors d'une formation, pourquoi les asiatiques en général et les autres peuples sont allés très vite par rapport à nous (Africains). C'est parce que dans tout développement, il faut du leadership. Le leader, c'est celui qui peut prendre des décisions et être capable de supporter tout ce qu'il a comme challenge pour pouvoir avancer» justifie VC Jean Luc Sialou, représentant indépendant de QNET. Pour fixer son encrage au Cameroun et dans la sous-région, l'entreprise malaisienne, a déjà trois atouts: 1- Son partenariat avec la CAF pour le sponsoring de la coupe des Confédérations et la Ligue des champions africaine; 2- Il est le partenaire exclusif de vente direct du club Manchester City, club de la premier League de football anglaise; 3- La marque QNET a pour ambassadeur l'ivoirien Cheick Cissé, champion olympique 2016 de Taekwondo.

Augustin Tacham (stagiaire)

Galerie photos



“La contribution de l’Afrique à notre chiffre d’affaires varie entre 20 et 25%”

de la distribution. En termes d’emplois, QNET emploie plus de 1000 personnes de nationalités différentes. C’est ce qui fait de nous une entreprise mondiale.

Outre l’Afrique, quels sont les autres marchés sur lesquels QNET opère et quels sont les marchés cibles à venir ?

Nos cibles sont un peu variées. Car, nous nous attaquons aussi aux pays du Golf (Arabie Saoudite, Oman, les Emirats, etc.). Pour 2018, nous souhaitons mettre un accent sur l’Europe notamment dans des pays comme l’Allemagne, la Pologne, l’Italie. Au niveau de l’Asie du sud-est, nous visons le Vietnam. Avec une population qui avoisine 90 millions, nous pensons que c’est un marché d’avenir. Toujours dans la dynamique 2018, l’Afrique n’est pas en reste. Les Etats-Unis sont aussi dans notre viseur, même si c’est pour 2019. Nous lorgnons aussi la Russie car il y existe plusieurs micro-états.

Quels sont vos projets d’expansion pour l’Afrique dans les années à venir ?

Notre expansion peut se décliner en 4 points. Le premier point consiste à ce que nous appelons les «experiences center» qui sont des points dans lesquels vous pouvez toucher la réalité des produits de QNET comme ce que nous avons en Malaisie. Le deuxième projet, c’est la construction d’un Hub central. Central, parce que le fait de prendre les colis en Malaisie et les expédier

dans les différents pays engendre des coûts additionnels tels que ceux de la manutention. Le Hub central qui sera installé au Togo vise donc à minimiser tous ces coûts. Le troisième projet est celui du sponsoring que nous avons signé avec la CAF et qui nous permettra de coller notre image à celle de l’instance faitière du Football africain pour soutenir les compétitions telles que la CAN et la Champions League africaine. Le 4e projet est construit autour du champion olympique, Cheick Cissé Sallah qui a accepté d’être notre ambassadeur de marque. Voilà les piliers sur lesquels nous comptons nous appuyer pour nous propulser. Je peux d’ores et déjà vous dire que vous me verrez plus souvent en Afrique et au Cameroun.

De plus en plus en Afrique, on parle de partenariat, d’entrepreneuriat, avez-vous une stratégie sur le moyen ou le long terme pour une fabrication des produits sur le continent ?

Bien sûr que nous y avons pensé et nous y pensons d’ailleurs encore. Mais, pour l’instant, nous analysons encore cette idée. Je tiens à préciser que nous restons ouverts à des propositions qui vont dans ce sens. Mais, pour l’instant, je dois dire que nous comptons sur les 4 projets que j’ai cités précédemment pour nous déployer à court et moyens termes.

Est-ce que l’entrepreneuriat est une bonne chose pour l’Afrique, où les prévisions montrent que

le nombre de jeunes augmentera considérablement dans les 25 prochaines années ?

Aujourd’hui, je dirais que l’entrepreneuriat est une bonne chose. Néanmoins, la véritable réponse à votre question c’est le e-commerce, la vente directe, ou le marketing de réseau. C’est pourquoi je loue l’initiative des fondateurs de QNET qui ont eu une idée de jonction entre l’entrepreneuriat, le e-commerce et le marketing de réseau. Ils ont réussi à faire cette jonction-là de façon intelligente. Ce qui fait que cela a changé beaucoup de vie. Et c’est de cela que l’Afrique et sa jeunesse ont besoin. Car, c’est l’alternative véritable pour offrir un emploi décent à la jeunesse, lui proposer de changer la mentalité. Quitter la mentalité d’éternel assisté pour aller vers celle où tu peux changer le cours de ton histoire économique, de ton histoire personnelle. Dans ce cadre, QNET est la bienvenue. Car, cette entreprise est venue booster l’univers entrepreneurial.

Lorsque vous faites les dernières statistiques en termes d’entrepreneurs, les femmes en Afrique sont vraiment nombreuses. C’est une réalité qu’il faut véritablement exploiter à bon escient. Et si c’est le cas, nous allons y parvenir.

Considérez-vous les jeunes comme la principale cible de QNET ?

QNET est parti du constat qu’il existe deux types de jeunes. Ceux qui veulent travailler toute leur vie puis aller en retraite et d’autres qui sont prêts à travailler pendant un temps après cette période, chercher une autre activité dans laquelle ils sont patrons et pourront entreprendre. C’est ce deuxième groupe qui est notre cible.



TREVOR KUNA

“ Nous avons près de 25 agences, plus de 40 gestionnaires de stocks et employons plus de 1000 personnes de nationalités différentes ”

QNET prend ses marques au Cameroun. L’entreprise malaisienne de vente directe de produits était présente à la convention organisée par l’un de ses grands distributeurs «la Powerful Tide» du 08 au 10 décembre dernier à Yaoundé. Il était question de former au marketing de réseau et au leadership plus de 4000 participants venus de plusieurs pays africains, notamment du Gabon, Bénin, Togo, Côte d’Ivoire, Burkina Faso, Tchad, Bénin, Gui née Equatoriale, Congo, République démocratique du Congo et du Cameroun. A l’issue, de cet événement, le directeur général de QNET a accepté de lever un pan de voile sur cette activité encore mal connue et a décliné ses ambitions pour l’Afrique.

En un mot c’est quoi QNET ?

QNET est une entreprise de marketing de réseau. Une entreprise de vente directe 100% e-commerce. Notre modèle d’affaire consiste à établir des réseaux de vente sur la base du bouche à oreille. Et, sur la vente de ces produits-là, on gagne ce qu’on appelle des commissions. Tout repose sur un système de parrainage. Je te réfère et, sur la base de la vente des produits, toi aussi tu réfères quelqu’un d’autre et ainsi de suite. C’est comme ça que nous gagnons de l’argent et uniquement sur la base des commissions.

QNET est une entreprise globalement installée. Mais vous savez, aujourd’hui l’industrie de la vente directe est vraiment incomprise. C’est pourquoi nous avons aussi une plateforme (www.qnet.net) sur laquelle toute l’information de QNET est disponible. Sur cette plateforme, n’importe qui peut également aller faire des achats en toute sécurité, avec fiabilité, quelque soit l’endroit où il se trouve dans le monde, et il est livré. C’est tout cela que nous sommes venus expliquer aux Camerounais.

Pouvons-nous avoir un aperçu de la taille du marché de QNET ?

En 2017, nous avons réalisé un chiffre d’affaire de plus 500 millions de dollars. Et la contribution de l’Afrique à notre chiffre d’affaire varie entre 20 et 25%. Parmi nos plus grands marchés figurent les Emirats et l’Inde.

Mais il faut dire que, nous nous intéressons davantage à l’Afrique. Pour le moment, nous sommes déjà installés en Côte d’Ivoire, au Niger, au Mali, Guinée Conakry, Togo, Bénin, Sénégal, Cameroun, Burkina Faso, Tanzanie, Rwanda, Cameroun, Tunisie, Maroc, Algérie, Egypte. Soit 16 pays, et le marché continue de grandir.

Dans le monde entier, nous avons près de 25 agences, plus de 40 stockists (les gestionnaires de stocks, Ndlr) qui servent de liens entre les représentants indépendants et l’entreprise dans le cadre

Je peux d’ores et déjà vous dire que vous me verrez plus souvent en Afrique et au Cameroun.



Bobo Ousmanou

Au terme de la 7e édition de ce rendez-vous, qui a duré trois jours, près de 200 jeunes ont été sortis du chômage.

Des 63 exposants présents à la 7e édition des Carrefour des métiers et Bourse de l'emploi (CMBE), le stand du Fond national de l'emploi (FNE) aura été le plus visité. Selon les premières statistiques communiquées à l'issue de cet événement organisé par le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle (Minefop), du 05 au 07 décembre à l'hôtel de ville Yaoundé, parmi les quatre mille visiteurs arrivés sur le site, le tiers a fait un tour dans Le stand du FNE. Plus d'un millier étaient des demandeurs d'emploi et une centaine des employeurs. C'est en fait dans le stand du FNE que se tenait le volet bourse de l'emploi du CMBE, c'est-à-dire «l'espace informatif dédié à la mobilité professionnelle au moyen du jeu de l'offre et de la demande». Au finish, selon les mêmes sources, un peu plus d'un millier de postes de travail ont été proposés, 345 interviews d'embauche réalisées et 185 recrutements effectués sur le site du CMBE.

Orientation

La moisson devrait être encore plus importante. A côté du FNE, l'entreprise d'intermédiation LJD Group, a reçu

Alain Biyong (stagiaire)

Yaoundé et Douala sont les premières villes à abriter ces nouveaux points de contacts entre l'opérateur de téléphonie mobile et sa clientèle.

Les deux plus grandes métropoles du Cameroun sont désormais dotées chacune d'une nouvelle agence MTN. L'agence digitale de Yaoundé est au hall de l'Hôtel Hilton et celle de Douala est située au carrefour Market. Elles ont été inaugurées en fin de semaine dernière. Mais ces points de contacts entre le leader des télécommunications du Cameroun et sa clientèle sont particuliers. «Ces nouvelles agences de MTN vont proposer une expérience digitale inédite aux clients», explique-t-on au service de la communication de la société, ajoutant qu'«écrans tactiles connectés, espaces de self-services, essais et jeux y sont prévus pour rendre la vie des clients encore plus radieuse».

A côté de cette expérience digitale, les entreprises et les promoteurs de PME y ont aussi un espace dédié. L'objectif est de «mieux rapprocher



Participation importante des élèves à la 7ème édition du CMBE

des entreprises 50 offres d'emploi et 380 demandes d'emploi dont 180 en ligne et 200 physiques. A l'issue du dépouillement de ces demandes d'emploi, 50 personnes devraient encore intégrer le marché du travail.

Le Carrefour des métiers, l'autre volet du CMBE, n'est pas moins une réussite. Plusieurs entreprises et institutions publiques ont échangé avec les visiteurs (élèves, étudiants, chercheurs d'emploi de préférence et accessoire-

ment aux parents) sur leurs expériences et fait des présentations matérielles du fonctionnement de leurs structures. Le ministère des Postes et Télécommunications (Minpostel), au centre de l'événement, compte tenu de la thématique principale (Quelles formations et quels emplois au Cameroun à l'ère de l'économie numérique), a joué un rôle de sensibilisation sur les aspects ayant trait à l'économie numérique. Le département ministériel que di-

rigé Minette Libom Li Likeng a éclairé les visiteurs sur ses actions pour le développement du numérique et formé certains sur les techniques de maturation des projets.

Par ailleurs, grâce à l'appui, du ministère des Enseignements secondaires, au moins 500 élèves provenant d'une douzaine de lycées et collèges ont pu voir les perspectives qui s'ouvrent à eux pour leurs études supérieures et leur professionnalisation.

EMPLOI

La belle moisson du Carrefour des métiers

INNOVATION

MTN lance les premières agences digitales du Cameroun



L'agence digitale de MTN de Yaoundé.

les offres de MTN Business des professionnels». Par ailleurs, les services classiques ne sont

pas en reste. De ce fait, dans les nouvelles agences de MTN, il y aura toujours la

vente des cartes Sim, l'enregistrement des abonnés, la migration vers la 4G, l'activation des comptes MTN Mobile Money, les retraits et transferts d'argent, la vente de téléphones, smartphones, tablettes et autres terminaux connectés...

Avec ces agences, MTN Cameroun dispose désormais de 22 points de contacts avec sa clientèle à travers le pays. «C'est la matérialisation de nos promesses: renforcer notre proximité avec nos millions de clients, et dans le nouveau monde digital, leur apporter des services de communication simples, innovants et accessibles», explique Philisiwe Sibiyi, directrice générale de MTN Cameroun. Selon Patricia Pedhom Nono, la responsable du service client: «notre objectif à l'horizon 2020 est de remplacer les agences traditionnelles en agences digitales».

CAMEROUN-AFRIQUE CENTRALE

LE CANADA DONNE DES OPPORTUNITÉS AUX GENS D'AFFAIRES

Ce qu'il faut savoir du Programme IMPACT INVESTISSEMENT présenté la semaine dernière à Douala et Yaoundé par Me Arnaud Vanier, Président de Impact Investissement - Impact Immigration.

Bonne nouvelle pour les Camerounais des milieux d'affaires (directeurs généraux, présidents - directeurs généraux, entrepreneurs, hommes d'affaires...) et les hommes nantis. Dans le cadre de la diversification future de vos activités ou de l'ouverture de votre entreprise sur le marché international, le programme IMPACT INVESTISSEMENT est votre guide.

Il vous permet d'investir au Canada dans des niches aussi diversifiées que portées, en partenariat avec le gouvernement canadien et le soutien financier des organismes fiables. IMPACT INVESTISSEMENT représente un consortium d'une centaine d'entreprises canadiennes et africaines désirant s'ouvrir aux marchés internationaux. Il donne la possibilité d'établir les joint-ventures permettant une intégration en amont et en aval du processus de production dans le cadre d'une chaîne industrielle et des activités connexes. Il prend trois semaines à un mois pour l'obtention du visa CSQ. Et au plus un an pour l'obtention du visa final d'affaires. Ce programme se décline en:

- Voyages d'affaires personnalisés au Canada ; Visa de résident permanent au Canada
 - Immigration d'affaires au Canada avec la possibilité de rencontrer Renaissance Capital l'un des intermédiaires financiers les plus puissants ;
 - Joint-venture avec des opérateurs canadiens des secteurs tels que : énergie solaire, la machinerie, équipements et constructions, commerce agricole et bien d'autres.
 - Acquisition des biens immobiliers (villa, duplex, immeuble etc.)
- Pour une étude personnalisée de chaque demande, les bureaux de Impact Investissement au Cameroun répondent aux téléphones:
- Yaoundé : 242 19 38 59/674 89 23 26/694 05 71 55
 - Douala: 243 00 82 74/ 670 00 48 65/691 95 06 26
 - Direction ; Mme Marguerite Agnès ON : 242 77 65 14



ANDREA PINNA

“En plus de fournir des prêts souverains, la BEI peut accorder des prêts à de grands projets, à des entreprises et à des banques”

En octobre 2016, la Banque européenne d'investissement a ouvert un bureau régional pour l'Afrique centrale à Yaoundé au Cameroun. Objectif : «se rapprocher de ses clients, actuels et potentiels, et de ses partenaires dans la région, ainsi que de la délégation de l'UE». Qu'est-ce que ce rapprochement a eu comme conséquence sur l'investissement de la banque? Le chef de bureau Afrique centrale répond à cette question.

“Le bureau régional de la BEI a facilité la visite de 11 missions d'experts au Cameroun”

comment faire pour que la sous-région tire au maximum profit du plan d'investissement extérieur de l'Union européenne nouvellement lancé. L'interview qu'il nous a accordée vaut néanmoins le détour. Car elle éclaire notamment sur le rôle que va jouer la banque dans la mise en œuvre de cet ambitieux plan qui vise à drainer vers l'Afrique et les pays du voisinage de l'UE près de 29 000 milliards de francs CFA d'investissement en trois ans, sur les investissements futurs de l'établissement et sur les instruments financiers en vigueur au sein de l'institution bancaire.

La Banque européenne d'investissement (BEI) a ouvert un bureau régional Afrique centrale à Yaoundé en octobre 2016. Un an après, ce rapprochement a-t-il permis d'améliorer votre portefeuille clients?

L'ouverture de la représentation régionale à Yaoundé a rendu plus étroit le dialogue avec le gouvernement, les entreprises et ses partenaires habituels, et permettra à la BEI de se placer en meilleure position pour offrir ses financements pour de nouveaux projets. Le bureau de la BEI est situé à l'intérieur des locaux de la délégation de l'Union européenne. Cette co-localisation symbolise l'étroite collaboration qui existe entre l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement, étant entendu que la BEI est aussi reconnue comme étant la banque de l'Union européenne.

La BEI explore le potentiel du Cameroun aussi bien dans le secteur public que privé. D'ailleurs, en guise d'illustration, depuis le début de l'année 2017, le bureau régional de la BEI a facilité la visite de 11 missions d'experts au Cameroun (la dernière mission pour l'année en cours se tiendra avant fin décembre 2017, et permettra d'évaluer le projet Camwater déjà financé en 2009). Le bureau de la BEI a également organisé une table ronde sur le financement des start-up et PME (en février 2017) ainsi que 2 forums d'échanges d'experts sur la filière coton (en mai et septembre 2017).

Quelle est la valeur actuelle de ce portefeuille et quels sont vos objectifs à court, moyen et long termes?

Le Cameroun est un partenaire de longue date de la BEI, avec une première opération signée en 1965. La BEI a signé à ce jour des opérations au Cameroun pour un volume total de 519 millions d'euro (près de 340 milliards de francs CFA), dans tous les secteurs.

Les derniers projets signés au Cameroun sont dans le secteur de l'eau (Camwater, signé en 2009 en cofinancement avec l'Agence française de développement) et dans le secteur de l'énergie (barrage hydroélectrique de Lom Pangar et centrale à gaz de Kribi signés

2012, en cofinancement avec plusieurs bailleurs de fonds). Des lignes de crédit ont également été accordées à plusieurs institutions financières et microfinances locales pour le financement des projets de petites et moyennes entreprises. En 2016, la BEI a financé le projet Africa Mobile Network, qui consiste à l'achat et l'installation d'équipements pour étendre la portée des services de télécommunication mobile aux communautés rurales non desservies par un opérateur.

En termes de perspectives, la BEI entend se positionner dans le projet du barrage hydroélectrique de Nachtigal aux côtés d'autres bailleurs de fonds, également dans le Plan directeur électrification rurale, dans les voies de contournement de Yaoundé ainsi que dans le projet de réhabilitation Pangar-Ngaoundéré. Le refinancement du Capex d'Eneo est aussi en étude. En ligne avec les objectifs de l'Accord de Cotonou, la banque envisage également d'intensifier le financement du secteur privé (SMEs et corporates) ainsi que les infrastructures de base indispensables à l'essor du secteur privé. Un des projets les plus innovants, c'est Boost Africa, une initiative conjointe entre la BEI et la BAD qui vise à promouvoir l'entrepreneuriat et l'innovation en Afrique d'une manière commercialement viable.

Plusieurs des projets de la BEI bénéficient d'une subvention de la Commission européenne. Le mélange de ses prêts avec des subventions de la Commission européenne permet à la BEI de fournir des financements très attractifs pour le développement durable du Cameroun.

En avril dernier, il est apparu lors de la réunion des ordonnateurs du Fonds européen d'investissement (Fed) de la sous-région Afrique centrale que la BEI disposait de plusieurs instruments de financement du développement (Facilité d'investissement du 11e Fed, Fonds fiduciaire pour les infrastructures en Afrique...) peu connus. Afin que nul n'en ignore, pouvez-vous sommairement présenter ces différents mécanismes de financement?

En plus de fournir des prêts souverains, la BEI peut accorder des prêts à de grands projets, à des entreprises et à des banques (lignes de crédit). Mais la palette d'outils de financement de la BEI est plus vaste que cela. Nous pouvons fournir des prêts en monnaie locale dans certains pays (y compris le Cameroun); mobiliser des subventions d'investissement pour des projets ayant un impact social ou environnemental élevé; fournir et / ou mobiliser des subventions pour la préparation de projets et le renforcement des capacités; financer de projets à haut risque et à faible rendement ayant un im-

pact social élevé; fournir des garanties; des prêts subordonnés et, à titre exceptionnel et des participations dans des fonds d'investissement.

On sait que l'Union européenne vient de lancer un plan d'investissement extérieur qui vise à mobiliser 44 milliards d'euros d'investissement à destination de l'Afrique et des pays voisins de l'UE d'ici 2020. Quel rôle va jouer la banque dans la mise en œuvre de ce plan?

Le plan européen d'investissement extérieur représente un grand potentiel pour concrétiser davantage l'action commune de la BEI et l'Union européenne et faire une différence matérielle dans la vie de beaucoup en stimulant les investissements en Afrique. En collaboration avec nos institutions financières partenaires européennes, la BEI s'engage à en faire un succès. Le plan pourrait être un ajout complémentaire important à la boîte à outils du financement du développement de l'UE en Afrique. Il s'appuie sur le succès du plan d'investissement pour l'Europe au sein de l'Union (dans lequel la BEI joue un rôle central) et permettra de contribuer encore mieux au développement durable de la région y compris et particulièrement celui du secteur privé.

Vous avez récemment effectué une mission conjointe avec l'ambassadeur-chef de délégation de l'Union européenne au Cameroun à Kribi (centrale à gaz et au port autonome), à Douala (sortie est et ouest, chantier du pont sur le Wouri et port autonome), à Tiko (CDC et BPL) et à Njombé (PHP). Quels sont les premiers enseignements tirés de cette mission?

Du 30 novembre au 03 décembre 2017, avec le chef de la délégation de l'UE, l'ambassadeur Hans-Peter Schadek, nous avons entrepris une mission conjointe de diplomatie économique européenne au Sud Cameroun. L'objectif de la mission était de visiter les projets et programmes d'infrastructures bénéficiant des prêts BEI et / ou du soutien de l'UE, ainsi que d'aider le Cameroun à développer un secteur privé dynamique et construire une infrastructure moderne. La mission a aussi offert l'opportunité d'explorer les possibilités d'activités opérationnelles conjointes BEI-UE à l'avenir. La BEI serait intéressée à poursuivre son partenariat avec les opérateurs du secteur privé et public au Cameroun, y compris dans le secteur de l'agro-industrie (banane, mais aussi coton dans le Nord), les infrastructures portuaires de Kribi et de Douala, la Phase 2 de l'entrée-Est de Douala etc.

Interview réalisée par Abou Di Ottou

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



FIAC

FOIRE INTERNATIONALE DES AFFAIRES ET DU COMMERCE DE DOUALA

LA FÊTE DU COMMERCE

DU 24 MARS AU 8 AVRIL 2018 AU COMPLEXE CAMTEL DOUALA - BEPANDA

Consommons
Camerounais
—
Produisons
Camerounais

S'exposer pour
mieux exporter

SOUSCRIPTION
Conditions spéciales
jusqu'au 31 janvier 2018

1^{ère} Edition

CONTACTEZ-NOUS:

222 214 415 / 675 293 591 / 699 93 95 88

Email : info@interprogress.org www.fiacdouala.org  [FIACDouala](https://www.facebook.com/FIACDouala)



INTERPROGRES



EcoMatin

Intégration

le jour

Le Messager

ECONOMIE

Nouvelle

Mutations